

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

ENFANCE & PLURIEL

31/12/2024

..*.*.*
..*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

ASSOCIATION ENFANCE & PLURIEL

Siège social : QUAI DE L'ILE-SONNANTE
37502 CHINON CEDEX

SIREN : 775 257 231

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ENFANCE & PLURIEL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ENFANCE & PLURIEL à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Produits de tarification :

Nous nous sommes assurés du raccordement entre les notifications des produits de tarification perçus par l'association et les sommes portées en comptabilité. Nous avons également contrôlé le rattachement des produits à l'exercice.

Fonds dédiés et Crédits Non Reconductibles (CNR)

Nous nous sommes assurés du raccordement entre les notifications des CNR perçus par l'association et les sommes portées en comptabilité en fonds dédiés. Nous avons également contrôlé le rattachement des reprises et des dotations des fonds dédiés à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

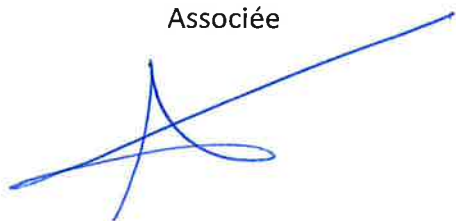
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 24 Juin 2025

ORCOM AUDIT,
Le Commissaire aux comptes

Alizée PENON-MURDZA

Associée



Valentin DOLIGÉ

Associé



ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	28 486	28 486		
Frais d'établissement	28 486	28 486		
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	30 847 806	18 587 683	12 260 123	11 755 767
Terrains	918 789	43 125	875 664	852 318
Constructions	23 870 145	13 732 652	10 137 493	8 782 889
Installations techniques, matériel et outillage industriels,	1 011 945	839 531	172 414	193 146
Autres immobilisations	5 025 742	3 972 375	1 053 367	934 799
Immobilisations corporelles en cours	21 184		21 184	992 616
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	343 456		343 456	348 878
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	308 050		308 050	308 050
Prêts				
Autres	35 406		35 406	40 828
TOTAL (I)	31 219 747	18 616 168	12 603 579	12 104 646
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	516 980		516 980	481 934
Créances clients usagers et comptes rattachés	273 623		273 623	267 384
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	243 357		243 357	214 550
Trésorerie	7 895 020	832	7 894 188	7 982 973
Valeurs mobilières de placement	455 729	832	454 897	434 811
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 439 291		7 439 291	7 548 162
Charges constatées d'avance	82 973		82 973	82 864
TOTAL (III)	8 494 973	832	8 494 141	8 547 772
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	39 714 720	18 617 001	21 097 720	20 652 417

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 129 001	2 129 001
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 129 001	2 129 001
Fonds propres avec droit de reprise	94 168	94 168
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	94 168	94 168
Ecarts de réévaluation		
Réserves	7 539 210	5 935 516
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	7 539 210	5 935 516
Report à nouveau	-1 077 439	704 530
Excédent ou déficit de l'exercice	778 283	-178 275
Situation nette (sous-total)	9 463 223	8 684 939
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	569 488	394 397
Provisions réglementées	1 559 285	1 518 164
TOTAL (I)	11 591 996	10 597 500
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	4 304 758	4 595 480
TOTAL (III)	4 304 758	4 595 480
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 239 451	1 302 283
Provisions pour charges	2 411	2 411
TOTAL (IV)	1 241 862	1 304 694
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 847 170	2 096 086
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	387 634	420 176
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 477 664	1 436 920
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 081	88 133
Autres dettes	174 556	113 428
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (V)	3 959 105	4 154 743
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	21 097 720	20 652 417

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	160	120
Ventes de biens et services	27 368	20 674
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	27 368	20 674
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	17 788 265	16 125 110
Concours publics et subventions d'exploitation	17 788 265	16 121 610
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		3 500
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	220 527	
Utilisations des fonds dédiés	1 171 601	794 498
Autres produits	158 940	459 848
TOTAL I	19 366 861	17 400 250
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	647 519	699 758
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 934 724	2 814 432
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 069 091	1 039 128
Salaires et traitements	8 608 676	8 288 521
Charges sociales	3 274 845	3 174 300
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 111 089	1 100 045
Dotations aux provisions	42 891	79 674
Reports en fonds dédiés	892 156	258 755
Autres charges	30 067	30 442
TOTAL II	18 611 058	17 485 056
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	755 803	-84 806
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	28 700	13 609
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	20 918	37 670
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	49 618	51 278
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	832	20 918
Intérêts et charges assimilées	57 115	64 769
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	57 948	85 687
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-8 330	-34 409
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	747 473	-119 214



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	80 440	168 471
Sur opérations en capital	44 910	56 007
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	125 350	224 478
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	44 438	262 424
Sur opérations en capital	3 858	2 001
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	41 052	17 200
TOTAL VI	89 348	281 625
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	36 001	-57 147
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés (VIII)	5 191	1 914
Total des produits (I+III+V)	19 541 829	17 676 006
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	18 763 545	17 854 282
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	778 283	-178 275
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS DE L'ENTITÉ**Objet social****Extrait des statuts :**

« L'association a pour objet de permettre à des enfants, adolescents et adultes en situation d'inadaptation ou de handicap de trouver leur dignité et une place dans le système scolaire, professionnel ou dans les accueils adaptés, en vue de leur épanouissement dans la société.

Elle se réfère aux valeurs de son projet associatif :

- *Le respect de la personne,*
- *La solidarité,*
- *La laïcité,*
- *Une pratique participative.*

L'association gère et anime établissements et services spécialisés existants et ceux qu'elle est amenée à créer ou reprendre, dans le cadre de l'évolution de ses actions afin d'assurer par tous moyens appropriés la rééducation, les soins, l'instruction, l'éducation et la formation des personnes accueillies.

Elle collabore en outre à toute œuvre d'éducation populaire et généralement à toute action à caractère éducatif, social, sportif, culturel, bénéfique aux personnes accueillies.

L'association pourra louer ou acquérir des terrains, immeubles ou locaux, assurer leur aménagement et leur équipement (matériel ou mobilier), en vue de pourvoir aux besoins des personnes accueillies et à la mise en œuvre de ses activités. »

Missions

Les établissements et services gérés par l'association ont pour vocation, dans le cadre d'une action médico-sociale définie par les textes légaux, d'accompagner des enfants, adolescents et jeunes adultes en difficulté ou en situation de handicap et leur famille, afin de répondre à leurs besoins. Il s'agit d'apporter une aide à chaque jeune et un soutien à sa famille, dans le respect des différences, des parcours et des potentialités (ou capacités d'agir) de chacun.

L'association se doit de garantir au jeune la bientraitance que lui et sa famille sont en droit d'exiger : respect des droits fondamentaux, information... L'établissement ou le service doit proposer des réponses individualisées, adaptées au plus près des besoins de chacun, permettant l'épanouissement du jeune accueilli et son évolution intellectuelle et sociale.

L'association a le devoir de garantir la bonne utilisation des moyens qui lui sont accordés et de veiller à la mise en œuvre de chaque projet d'établissement ou service, préalablement approuvé.

Au regard des textes récents, lois de 2002 et 2005 notamment des lois n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des

droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, des évolutions et exigences qu'ils imposent, l'association doit conduire les établissements et services à :

- Faire évoluer les modalités de prise en charge des personnes accueillies afin d'en améliorer la qualité.
- Diversifier les modes d'accueil : internat, semi-internat, internat séquentiel, inclusion partielle, totale...
- Prendre en compte les attentes des personnes accompagnées, rechercher leur participation la plus active et permettre leur accessibilité à leurs droits fondamentaux.
- Se doter d'outils d'évaluation.
- Mutualiser les ressources, les moyens, les compétences.

Moyens mis en œuvre et ressources :

- **Un ensemble de bénévoles chargés de définir une politique et une stratégie (orientations, missions, fonctionnement général), garant du bon fonctionnement des structures.**

L'association Enfance & Pluriel à but non lucratif, est administrée conformément à la Loi de 1901. Elle inscrit son action dans le champ de l'accompagnement des enfants et adolescents en situation de handicap, relevant du secteur médico-social, sur notification de la MDPH.

Les bénévoles, membres de l'association, sont d'horizons différents. Ils ont pour parcours communs en tant que parents d'enfants en situation de handicap ou anciens professionnels issus du monde médical, éducatif, enseignant, une connaissance des difficultés liées au handicap et de celles liées à la gestion des structures sociales ou médico-sociales.

Depuis 2018, l'association a adossé une stratégie pluriannuelle à son projet politique. Elle est définie sur la durée du CPOM, elle se décompose en 8 axes, qui sont animés par des commissions réunissant des administrateurs bénévoles et des professionnels :

- Bâti : Planification - Maîtrise d'œuvre - Sécurité - Logistique – Accessibilité
- Finances
- Ressources humaines : Compétences en devenir par une participation collective
- Communication
- Qualité : Projets - Evaluations - Réflexion éthique et prospective
- Dispositif ITEP : Parcours singuliers, une réponse plurielle
- Secteur UES : Pour une vision plurielle de l'Autisme
- Secteurs ados/jeunes majeurs : Ouverture de l'IME sur son environnement
- **Un ensemble de professionnels de secteurs divers chargés de mettre en œuvre les projets, de proposer des évolutions, de dispenser un accompagnement de qualité.**
 - *Un siège associatif, une direction générale :*

Sous la responsabilité du directeur général et avec le concours du directeur administratif et financier, le siège de l'association intervient dans les domaines suivants :

- Comptabilité et Finance
- Ressources Humaines
- Communication
- Entretien, Logistique, Sécurité et Maîtrise d'Ouvrage

- Ingénierie Projet, Qualité et Systèmes d'Information
- Vie associative

Le Directeur général a pour mission de veiller à conserver une unité de fonctionnement pour l'ensemble des services et établissements gérés par l'association, de contrôler leur bon fonctionnement et animer leur transversalité.

○ *Une organisation répartie suivant 2 pôles :*

L'association a fait le choix de fonctionner en deux pôles.

D'une part, de jeunes présentant des difficultés psychologiques perturbant la socialisation et les apprentissages, relevant du « Dispositif ITEP » (DITEP) et d'autre part, de jeunes en situation de handicap intellectuel, de troubles du développement ou de l'autisme, relevant du « Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif » (DAME).

Chacun de ces 2 pôles accueillant des jeunes aux profils différents, poursuivant des objectifs différents, se doit d'apporter à chaque jeune accompagné, à l'appui d'équipes spécifiques et à l'utilisation de méthodes adaptées, l'ensemble des réponses nécessaires à son épanouissement.

- **Notre démarche :**

○ *Une intervention interdisciplinaire :*

Au sein de chaque établissement ou service, un grand nombre d'interventions et de partenariats possibles permet, la mise en place d'un accompagnement sur mesure à partir d'une prise en compte éclairée des parcours singuliers de chaque jeune accompagné et des attentes de ses responsables légaux.

Chaque établissement ou service s'appuie sur les compétences croisées d'une équipe pluridisciplinaire de professionnels en charge de l'accompagnement des jeunes à partir d'interventions éducatives, pédagogiques et thérapeutiques.

Cet accompagnement doit permettre l'épanouissement du jeune accompagné, l'accès à une autonomie maximale, la préparation à la vie d'adulte, le soutien et respect à la dynamique familiale, environnementale et citoyenne.

○ *Une pratique participative :*

Tout projet d'accompagnement est envisagé à partir d'actions associant le jeune, sa famille, les professionnels chargés de l'accompagnement et les partenaires extérieurs dans le cadre d'une logique de co-construction.

Suivant les situations, les partenariats établis permettent soit la découverte d'un monde différent de celui vécu au quotidien dans l'établissement, soit le retour progressif vers le milieu ordinaire (inclusion scolaire, sociale et professionnelle).

○ *Des modalités d'intervention plurielles :*

Nos structures ont vocation à mettre en place des modalités d'intervention et d'accompagnement variées, individualisées, complémentaires sur un même secteur.

L'articulation de ces différentes modalités doit permettre l'accompagnement le mieux adapté possible aux besoins du jeune en fonction de la dynamique évolutive de son parcours.

L'évolution du jeune accueilli et la dynamique familiale commandent l'évolution du projet et le choix des modalités d'accompagnement.

○ Une approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir :

Les interventions des professionnels de l'association Enfance & Pluriel s'inscrivent dans une recherche de création des conditions d'une participation la plus active des jeunes et de leurs proches-aidants au Projet Personnalisé d'Accompagnement :

Une approche globale des besoins, qui intègre le projet de vie des personnes accompagnées et s'appuie sur la connaissance et l'expérience de leurs aidants

Une attention particulière sur la mobilisation des compétences, ressources et capacités d'agir des personnes, plutôt que sur leurs manques ou leurs carences

Une démarche de "faire avec", plutôt que de "faire pour", tout en restant vigilant aux difficultés et besoins de soutien propres à chacun, dans la mise en place des actions

Au sein de chaque établissement ou service, l'accompagnement du jeune, se fait suivant le fil conducteur constitué par le Projet Personnalisé d'Accompagnement (PPA). Ce projet est élaboré après un temps d'observation et d'adaptation en fonction des potentialités de la personne aidée et de ses souhaits. Il définit les objectifs, les moyens et les actions éducatifs, pédagogiques, thérapeutiques à mettre en œuvre. Il prévoit également les modalités d'évaluation de ces actions. Le projet est nécessairement co-construit en partenariat avec la famille du jeune et approuvé par celle-ci.

Les moyens pédagogiques, éducatifs, thérapeutiques mis en œuvre s'inspirent des concepts d'institution soignante. Toute personne œuvrant au sein d'un établissement ou service doit intervenir selon les missions qui lui sont confiées, respectueuse du projet personnalisé d'accompagnement du jeune accueilli. L'accompagnement procède d'une synergie d'actions ayant chacune son caractère propre, dans un même cadre institutionnel, garant de la cohérence et de la continuité des interventions.

Respect du jeune apprenant, confiance dans les ressources propres à chacun, nécessité de favoriser l'expérience personnelle et la participation au choix des activités, impérieuse nécessité d'avoir recours au concret, à la manipulation et à la créativité, sont les valeurs, les principes, les moyens qui guident les actions entreprises. Ces méthodes s'inspirent historiquement des principes prônés par les pédagogies actives, l'Education nouvelle et les pédagogies constructivistes pour les jeunes accueillis accompagnés dans le cadre du pôle ITEP; principes relevant de la thérapie institutionnelle, et de l'évolution des neurosciences, des approches cognitivo-comportementales pour les jeunes accueillis au niveau du pôle IME, avec une volonté affirmée par les différentes composantes de l'association de ne s'enfermer dans aucun modèle (ou "dogme") d'intervention.

L'usage des principes et méthodes décrites ci-dessus ne peut, en aucune manière, si le besoin l'impose, interdire l'usage d'autres principes ou méthodes susceptibles de permettre au jeune de progresser.

En aucune façon, il s'agit d'appliquer sans discernement ni formation, un cadre méthodologique. Au contraire, il s'agit, par des moyens adaptés, de permettre au jeune de progresser et de pouvoir s'approprier, au maximum, les savoirs permettant de s'insérer, au mieux, dans le monde environnant et de rejoindre, si possible, le milieu scolaire ou/et professionnel ordinaire. La visée soignante et la finalité inclusive des interventions, impliquent également de travailler avec et sur les environnements dans lequel le jeune sera accueilli, pour favoriser tant que possible son maintien durable dans le milieu ordinaire.

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Suivant les évolutions du jeune, l'accompagnement de son parcours doit nécessairement être repensé tant au niveau des formes d'accueil qu'au niveau de la qualité des aides à apporter.

- Effectif de l'association au 31 décembre 2024 :

Total ETP		282,86	
ETP moyen		0,92	
Répartition par sexe (en nombre de salariés)	Hommes	86	
	Femmes	222	
Répartition par âge (en nombre de salariés)	Moins de 20 ans	0	
	Entre 20 et 29 ans	40	
	Entre 30 et 39 ans	80	
	Entre 40 et 49 ans	105	
	Entre 50 et 54 ans	43	
	Entre 55 et 59 ans	23	
	Entre 60 et 64 ans	13	
	Plus de 64 ans	4	
Répartition par ancienneté (en nombre de salariés)	Moins de 5 ans	126	
	Entre 5 ans et 9 ans	86	
	Entre 10 ans et 15 ans	34	
	Plus de 15 ans	62	
Répartition par section		ETP	Nbre Salarié
	Administration - Gestion	24,45	26
	Direction - Encadrement	18	15
	Médical - Paramédical	34,43	49
	Services généraux	40,52	44
	Socio-Educatif	165,46	153

Les ressources de l'association comprennent notamment :

- La dotation globalisée commune versée par l'assurance maladie,
- Les subventions versées par la CAF pour le pôle ressource handicap ou des projets spécifiques.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Evènements principaux de l'exercice

- **Signature du CPOM :**

L'association a signé courant décembre 2024 avec l'ARS un CPOM couvrant la période 2024 à 2028.

- **Appel à projet :**

L'association a été retenue en juin 2024 par l'ARS Centre Val de Loire dans le cadre d'un appel à projet pour la mise en place d'un dispositif d'auto-régulation collège.

- **Extension place SESSAD Plessis Botanique :**

La capacité du SESSAD Plessis Botanique a été augmentée de 5 places à compter de septembre 2024 portant sa capacité totale à 24 places.

- **Projet organisationnel :**

Le conseil d'administration a validé le 12 mars 2024 un projet organisationnel associatif dont les objectifs sont d'avoir une organisation mobilisatrice plus transversale, plus efficace et plus précise. Ce projet fait l'objet d'une mise en œuvre progressive depuis septembre 2024.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

- **Appel à projet :**

L'association a été retenue en février 2025 pour la création d'une plateforme d'accompagnement et de répit départementale pour les aidants des personnes en situation de handicap avec mise en œuvre progressive au cours de l'année 2025.

- **Apport partiel d'actif :**

L'association a signé le 18 décembre 2024 un traité d'apport partiel d'actif avec l'association Le Petit Pausailleur approuvé par les assemblées générales extraordinaires des deux associations le 28 février 2025 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025. L'association Le Petit Pausailleur apportant son actif à l'association Enfance & Pluriel afin de permettre la poursuite de ses activités.

- Mandat de gestion :

L'association Enfance & Pluriel a signé avec l'association l'ADMR Les Maisonnées un mandat de gestion le 3 avril 2025. L'ADMR Les Maisonnées confiant à Enfance & Pluriel la mission de le représenter et d'exécuter en son nom et pour son compte toutes les opérations nécessaires pour :

- Assurer le fonctionnement des établissements et services,
- Effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des partenaires et des services compétents de l'état,
- Veiller aux engagements pris par l'ADMR Les Maisonnées envers les partenaires, les usagers et familles,
- Veiller à l'application des projets personnalisés des résidents,
- Prendre toute décision et signer tous actes nécessaires au bon fonctionnement des établissements et services dans le respect des points précédemment énoncés.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe,

Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et les règlements ANC n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'Association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

Rubriques	Au début d'exercice	Variations de l'exercice		En fin d'exercice
		Augmentation	Diminution	
-Frais d'établissement				
-Frais de recherche et développement				
-Concessions, brevets, licences, ..., logiciels, droits et valeurs assimilées	28 486 €			28 486 €
-Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles total :	28 486 €			28 486 €
-Terrains	892 091 €	26 698 €		918 789 €
-Constructions	21 721 307 €	2 157 404 €	8566 €	23 870 145 €
-Installations techniques, mat et outillage industriel	1 001 518 €	25 712 €	15 285 €	1 011 945 €
-Autres immobilisations	4 796 560 €	380 954 €	151 772 €	5 025 742 €
-Immobilisations corporelles en cours	992 616 €	16 488 €	987 920 €	21 184 €
Immobilisations corporelles total :	29 404 093 €	2 607 256 €	1 163 543 €	30 847 806 €
-Participations et créances rattachées				
-Autres titres immobilisés	308 050 €			308 050 €
-Prêts	0 €			0 €
-Autres	40 828 €	50 €	5 472 €	35 406 €
Immobilisations financières total :	348 878 €	50 €	5 472 €	343 456 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	29 781 457 €	2 607 306 €	1 169 015 €	31 219 747 €

Méthode d'amortissement

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie prévue :

- Bâtiments	linéaire entre 5 et 50 ans
- Matériel, outillage et installations techniques	linéaire entre 3 et 10 ans
- Agencements et aménagements divers	linéaire entre 5 et 20 ans
- Matériel de transport	linéaire entre 5 et 10 ans
- Matériel de bureau et informatique :	linéaire entre 1 et 15 ans
- Mobilier	linéaire entre 3 et 10 ans
- Autres	linéaire entre 5 et 10 ans

Certains biens ont été acquis à l'aide de subventions d'investissements, dont la reprise au compte de résultat est pratiquée au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation correspondante.

Immobilisations financières

Ces valeurs financières sont constituées de parts sociales, dépôts inscrits pour la valeur d'entrée à l'actif.

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

		Variations de l'exercice		
Rubriques	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
-Frais d'établissement				
-Frais de recherche et développement				
-Concessions, brevets, licences, ..., logiciels, droits et valeurs assimilées	28 486 €			28 486 €
-Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles total :	28 486 €			28 486 €
-Terrains	39 773 €	3 352 €		43 125 €
-Constructions	12 938 418 €	802 800 €	8 566 €	13 732 652 €
-Installations techniques, mat et outillage industriel	808 372 €	43 070 €	11 911 €	839 531 €
-Autres immobilisations	3 861 762 €	261 901 €	151 288 €	3 972 375 €
-Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations corporelles total :	17 648 325 €	1 111 124 €	171 766 €	18 587 683 €
-Participations et créances rattachées				
-Autres titres immobilisés				
-Prêts				
-Autres				
Immobilisations financières total :				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 676 811 €	1 111 124 €	171 766 €	18 616 169 €

ETATS DES CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Rubriques	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
- Créances rattachées à des participations			
- Prêts			
- Autres immobilisations financières			
Créances de l'actif circulant :			
- Créances clients et comptes rattachés	273 623 €	273 623 €	
- Autres créances clients			
- Personnel et comptes rattachés	129 041 €	129 041 €	
- Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
- Etat et autres collectivités	51 313 €	51 313 €	
- Autres	63 003 €	63 003 €	
- Charges constatées d'avance	82 973 €	82 973 €	
TOTAL	599 953 €	5 99 953 €	0 €

TABEAU DES FONDS PROPRES

Le compte de fonds propres représente l'ensemble des résultats cumulés au cours des exercices précédents.

Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation des résultats.

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 129 001 €				2 129 001 €
Fonds propres avec droit de reprise	94 168 €				94 168 €
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 935 516 €	1 603 694 €			7 539 210 €
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 935 516 €	1 603 694 €			7 539 210 €
Report à nouveau	704 530 €	-178 275 €		-1 603 694 €	- 1 077 439 €
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 176 449 €	-178 275 €			998 174 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-178 275 €	178 275 €	778 283 €		778 283 €
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-178 275 €	178 275 €	778 283 €		778 283 €
Situation nette	8 684 939 €	1 603 694 €	778 283 €	-1 603 694 €	9 463 223 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	394 397 €		234 807 €	-59 716 €	569 488 €
Provisions réglementées	1 518 164 €		44 979 €	-3 858 €	1 559 285 €
Total des Fonds propres	10 597 500 €	1 603 694 €	1 058 069 €	-1 667 268 €	11 591 996 €

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	778 283 €	-178 275 €
Reprise du résultat antérieur	566 931 €	453 976 €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	1 345 215 €	275 701 €
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 345 215 €	275 701 €

VENTILATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

NATURE	RESULTAT AVANT RETRAITEMENTS	RETRAITEMENTS						RESULTAT A AFFECTER
		REPRISE DE RESULTATS N-2	REPRISE DE RESULTATS N-1 (RECETTES CRETON)	VARIATION CP	REPRISE SUR RESERVE DE COMPENSATION DES CHARGES D'AMORTISSEMENTS	PROVISION NON FINANCEE	RECETTES CRETON REPRISE N+1	
Pôle ITEP								
+ Résultat de gestion ITEP Chinon	125 012,77			-2 672,16	11 891,17			134 251,78
+ Résultat de gestion ITEP Langeais	105 652,66			-2 461,24				103 191,42
+ Résultat de gestion ITEP Bléré	1 472,45			5 914,50				9 386,95
+ Résultat de gestion ITEP Tours Evell	-130 777,54			-4 807,01				-135 579,55
+ Résultat de gestion ITEP Tours St Jean	9 925,50			-27 473,00				-17 547,50
+ Résultat de gestion SESSAD Chinon	65 177,74							65 177,74
+ Résultat de gestion SESSAD Loches	-36 553,50			446,36				36 999,86
+ Résultat de gestion SESSAD Tours Evell	71 549,55							71 549,55
+ Résultat de gestion SESSAD Tours St Jean	89 348,67							89 348,67
Total Pôle ITEP	375 890,10	0,00	0,00	-31 052,55	11 891,17	0,00	0,00	356 728,92
Pôle IME								
+ Résultat de gestion IME Seuilley	-39 400,46		89 332,83	5 176,50	48 410,58		-150 215,19	-46 695,74
+ Résultat de gestion AT Seuilley	-81 949,55				39 435,44			-121 384,99
+ Résultat de gestion UES Langeais	118 580,10		477 598,44	2 292,39			-545 893,78	52 577,15
+ Résultat de gestion UEMA Joué les Tours	20 908,44			3 188,01				24 096,45
+ Résultat de gestion SESSAD La Riche	16 755,06			10 131,06				26 886,12
+ Résultat de gestion SESSAD Azay le Rideau	15 790,02			118,57				15 908,59
+ Résultat de gestion DAR Maryse Bastié	3 540,67							3 540,67
+ Résultat de gestion DAR Lamartine	-12 733,11							-12 733,11
Total Pôle IME	205 190,17	0,00	566 931,27	20 906,53	87 846,02	0,00	-696 108,97	184 765,02
Plate forme de Répit								
+ Résultat de l'exercice PARENTAILES	69 727,19							69 727,19
+ Résultat de l'exercice PRH	0,00							0,00
Total PFR	69 727,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 727,19
ASSOCIATION								
+ Résultat de l'exercice SIEGE	127 475,84			9 695,15	493,11	-82 928,46		54 735,64
TOTAL	778 283,50	0,00	566 931,27	-450,87	100 210,30	-82 928,46	-696 108,97	685 956,77

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subventions d'investissement				
Montant nominal	598 713 €	234 807 €		833 520 €
Quote-part virées au résultat	-204 316 €		-59 716 €	-264 032 €
Montant net en fonds propres	394 397 €	234 807 €	-59 716 €	569 488 €

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées, conformément à la réglementation, pour couvrir les obligations, à la date de la clôture, vis-à-vis de tiers et risquant de provoquer une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite font l'objet d'une comptabilisation en provisions pour risques pour la partie non financée par l'ARS et en fonds dédiés pour la partie financée. La méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis. Cette indemnité de départ à la retraite est calculée sur la base de la Convention Collective des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées, sur la base de la table de mortalité TV88/90, avec un taux d'actualisation de 2,5% et un taux de progression des salaires de 1%.

Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité de départ en retraite est le dernier salaire brut mensuel de l'exercice. L'âge retenu pour le départ en retraite est 65 ans quelle que soit la catégorie de salariés, avec pour hypothèse un départ à l'initiative du salarié (indemnités brutes + charges sociales).

En l'absence d'information sur l'ancienneté des salariés dans le champ d'application de la Convention Collective, seule l'ancienneté dans l'association a été retenue pour les calculs.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2024 à 1 239 451 €.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Provisions	Montant global	Dotation	Reprise	Montant global
Provision pour risques (Indemnité fin de carrière)	1 302 283 €	42 892 €	105 723 €	1 239 451 €
Provision pour charges (grosses réparations)	2 411 €			2 411 €
Total	1 304 694 €	42 892 €	105 723 €	1 241 862 €

TABEAU DES FONS DÉDIÉS SUR SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

Rubriques	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagement s à réaliser sur nouvelles ressources affectés /	Utilisation au cours de l'exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont non consommé au cours des deux derniers exercices
-Investissement	3 375 717 €		339 961 €	3 035 756 €	3 035 756 €
-Gratification de stages	27 585 €		11 503 €	16 082 €	0 €
-Surcoût CPOM	342 807 €			342 807 €	342 807 €
-Evaluations internes/externes	34 401 €			34 401 €	34 401 €
-Formation	184 128 €		6 679 €	177 449 €	177 449 €
-Indemnité départ retraite	84 859 €		84 859 €	0 €	0 €
-GCSMS Passer'ailes	27 198 €	67 960 €	73 102 €	22 056 €	22 056 €
-Plateforme répit Parent'ailes	187 263 €			187 263 €	187 263 €
-Mise en DAME	100 000 €			100 000 €	100 000 €
-Dépenses éducatives	5 600 €			5 600 €	5 600 €
-RTT	8 491 €			8 491 €	8 491 €
-Divers (compris situations complexes, répit, Segur, QVT...)	217 431 €	722 705 €	565 283 €	374 853 €	39 188 €
TOTAL	4 595 480 €	790 665 €	1 081 387 €	4 304 758 €	3 953 011 €

ETATS DES DETTES

Dettes fiscales et sociales : Le montant des dettes provisionnées pour congés à payer (charges comprises) s'élève à 726 599 €.

Rubriques	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
-Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	1 847 170 €	266 246 €	1 077 477 €	503 446 €
-Dettes fournisseurs et comptes rattachés	387 634 €	387 634 €		
-Personnel et comptes rattachés	525 930 €	525 930 €		
-Sécurité sociale et autres organismes sociaux	765 825 €	765 825 €		
-Etat et autres collectivités publiques	185 908 €	185 908 €		
-Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 081 €	72 081 €		
-Autres dettes	174 556 €	174 556 €		
-Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 959 105 €	2 378 180 €	1 077 477 €	503 446 €

AUTRES INFORMATIONS

Résultats

Les résultats de 2019 à 2022 en attente d'affectation au cours de l'exercice précédent ont été affectés au cours de cet exercice.

Les résultats de l'exercice 2023 sont en attente d'affectation.

Les rapports des comptes administratifs 2017 établit par le financeur n'ont conclu qu'à une affectation partielle des résultats. Ces résultats sont enregistrés en résultat sous contrôle de tiers financeurs.

Contributions volontaires en nature

Il n'a pas été constaté de contributions volontaires en nature sur l'exercice.

Abandon de frais des bénévoles

Les frais engagés par les bénévoles auxquels ils ont renoncé au profit de l'association (frais de déplacement) s'élève sur l'exercice à 6 501 €.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 198 025 € durant l'exercice.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2024 s'élèvent à 44 409 € T.T.C.

Il n'y a pas eu d'honoraires versés au titre des services autres que la certification des comptes.

CPOM

L'association a signé avec l'ARS un CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) pour une durée de 5 ans couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Frais de Siège et refacturation de charges

Les frais de Siège et les refacturations de charges diverses entre les établissements et le siège ont été neutralisées dans le cadre de la consolidation des états financiers des établissements.

Adhésion à la Fédération générale des PEP :

L'association adhère à la fédération générale des PEP. Cette adhésion lui confère le statut de membre affilié et lui ouvre les droits suivants :

- Participer à la vie statutaire fédérale et à l'animation du réseau,
- Bénéficier et utiliser pleinement les accords cadres conclus par la FGPEP,
- Bénéficier de l'accompagnement d'un cabinet juridique suivant l'accord conclu par la FGPEP,
- Bénéficier d'agrément nationaux de la FGPEP,
- Bénéficier de la reconnaissance d'utilité publique de la FGPEP.

Engagements hors bilan

Engagements donnés :

Le montant du prêt à usage auprès du Petit Pausailleur n'a pas fait l'objet d'une évaluation sur l'exercice, compte tenu de l'apport partiel d'actif signé début 2025.

Engagements reçus :

- Garantie solidaire de la ville de Langeais concernant un emprunt de 2 820 000 € sur une durée de 20 ans à hauteur de 1 974 000 €, soit 70 % de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, conformément aux conditions générales et particulières du contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion jusqu'à remboursement du présent concours.
- Garantie solidaire de la ville de Bléré concernant un emprunt de 680 000 € sur une durée de 20 ans à hauteur de 680 000 €, soit 100 % de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, conformément aux conditions générales et particulières du contrat, avec renonciation aux bénéfices de division et de discussion jusqu'à remboursement du présent concours.



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le total du bilan est de 21 097 720 € et le compte de résultat présente avant reprise de résultat N-1 un excédent de 778 283 €.

Les résultats à reprendre sur l'exercice 2024 s'élèvent à 566 931 € (résultat N-1 recettes Amendement Creton repris sur la dotation globalisée) (voir détail ventilation du résultat de l'exercice).

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.